

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 mai 2008

MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE - (n° 842)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 201

présenté par
M. Alain Cousin

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 8, insérer l'article suivant :

I.– Après l'article L. 122-3 du code de service national est inséré un article L. 122-3-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 122-3-1.* – Par dérogation, l'engagement de volontariat international en entreprise peut être accompli de manière fractionnée et auprès d'organismes et collectivités différents. »

II.– La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

III.– La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La procédure du volontariat international en Entreprise (VIE) fait partie du Volontariat Civil créé par la loi n° 2000-242 du 14 mars 2000 et le décret d'application n° 2000-1159 du 30 novembre 2000.

Elle concerne les volontaires envoyés à l'étranger pour le compte d'entreprises exportatrices, afin de les aider à développer leur présence sur les marchés extérieurs. La possibilité d'effectuer un service civil auprès des implantations et représentations à l'étranger d'entreprises françaises ou des entreprises liées à ces dernières par un accord de partenariat, a rencontré un succès important puisque plus de 5500 VIE sont aujourd'hui en poste à l'étranger. Cette procédure participe de manière décisive à l'internationalisation de nos entreprises et permet l'insertion des

jeunes volontaires dans une économie mondialisée. Un objectif ambitieux a été assigné à ce dispositif : atteindre 10 000 VIE en poste fin 2009.

La mise en œuvre de cet objectif impose de modifier certaines dispositions qui sont apparues mal adaptées aux besoins des entreprises et au développement du VIE. L'objectif des propositions est d'introduire des éléments de souplesse dans le statut en autorisant :

- d'effectuer la période de volontariat dans plusieurs entreprises différentes, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent ;

- d'effectuer le volontariat en périodes non consécutives ;

- de différencier pour les VIE le montant de l'indemnité supplémentaire attribuée au volontaire civil affecté hors du territoire métropolitain, en fonction de la nature des activités exercées. Cette possibilité permettrait de favoriser le recrutement de volontaires aujourd'hui écartés de fait de ce service civil en raison de leur qualification.